

CONSULTING

PIECE H

P.J. 6 – Décision pour l'examen au cas par cas

Travaux de réparation de la jetée Sud du Port
de Bayonne (64)

1. PREAMBULE

Une demande d'examen au cas par cas n°2023-15095 a été transmise le 01/2/2023.

La décision de l'examen rendu par arrêté préfectoral du 29/12/2023 indique que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R.122-3.

**Arrêté préfectoral du 29 décembre 2023
portant décision d'examen au cas par cas n° 2023-15095 en application
de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2023 du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2023-15095 relative au projet de travaux d'entretien de la jetée Sud du port de Bayonne dans la commune d'Anglet (64) ;

Vu le pré-diagnostic écologique réalisé par la Région Nouvelle-Aquitaine du 27 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde, du 31 août 2023 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur David GOUTX, chargé par intérim des fonctions de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet qui consiste, selon le dossier présenté :

- à consolider la composition interne de la jetée,
 - à réparer les fractures et entretenir l'état des joints,
 - à reconstituer la carapace existante pour protéger le pied de l'ouvrage contre l'érosion,
 - à limiter la circulation de sable sous l'ouvrage avec la pose d'un géotextile,
 - à renforcer la tenue de la risberme avec le comblement de cavités au niveau du sol support,
 - à mettre en œuvre une surveillance de l'ouvrage avec un plan de surveillance,
- avec les aménagements associés tels que décrits dans le formulaire d'examen au cas par cas susvisé ;

Considérant que ce projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ; Étant précisé que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

Considérant que le projet ne prévoit ni extension ni modification significative de la structure existante et que le projet correspond à des travaux de réparations ponctuelles ;

Considérant que le projet permet de maintenir l'ouvrage existant dans sa configuration initiale pour une durée de 20 ans ;

Considérant la localisation du projet :

- dans une commune classée en loi Littorale,
- en zone N du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Anglet approuvé le 14 juin 2013,
- en partie au sein du site Natura 2000, zone spéciale de conservation (FR7200724) *L'Adour*,
- en partie d'un site inscrit *Pointe Saint-Martin, Chambre d'Amour, Chiberta à la barre de l'Adour*,
- à environ 900 mètres de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 *Dunes de Tarnos*,
- à 150 mètres de la ZNIEFF de type 2 *Milieux dunaires entre l'Adour et les sables d'Or*
- à 300 mètres de la ZNIEFF de type 2 *Dunes littorales du banc de Pineau à l'Adour*,
- à 150 mètres de l'espace naturel sensible (ENS) *Izadia*,
- à 700 mètres de l'ENS *Forêt du Pignada*,
- au sein d'une zone de sismicité modérée (zone 3) ;

Considérant que le pré-diagnostic écologiques identifie clairement les enjeux du projet sur l'environnement et que ces derniers apparaissent faibles à moyens ;

Considérant que le pétitionnaire prévoit une série de mesures (absence de drainage ou modification d'écoulement des eaux, ni prélèvement), étant noté qu'aucun liquide ne sera rejeté en phase chantier et que des précautions seront prises pour éviter les rejets de laitance dans le milieu aquatique ;

Considérant que le projet ne prévoit pas d'exportation de matériaux, et que des blocs bétons (identiques à l'existant) seront ajoutés ;

Considérant que les travaux se dérouleront sous le contrôle d'un écologue ;

Considérant que le projet se conformera aux documents de planification territoriale existants ;

Considérant que le projet fait l'objet d'une déclaration d'existence de l'ouvrage selon les articles L.214-6 et R.214-53 du code de l'environnement et de régularisation au titre de l'antériorité (rubrique 4.1.2.0), d'un Porter à connaissance des travaux d'entretien et d'une évaluation d'incidences Natura 2000 dans le cadre du porter à connaissance des travaux d'entretien ;

Considérant qu'il est de la responsabilité du porteur de projet de s'assurer dès la phase de chantier par une connaissance suffisante du contexte et l'emploi de techniques appropriées de la préservation des paysages, des eaux, des sols, de la biodiversité et des zones humides ainsi que de la santé et de la sécurité des tiers ;

Considérant que le porteur de projet s'assurera de l'absence de risque d'impact de son projet en tenant compte des effets cumulés potentiels avec d'autres projets, sur les enjeux relevant des paysages, de la biodiversité, des zones humides, et des risques ; qu'il pourra prendre connaissance à cet égard des projets en cours sur son secteur en consultant le site internet https://carto.sigena.fr/1/autorite_environnementale_na.map; qu'il pourra bénéficier ultérieurement d'analyses d'effets cumulés sur certains sites remarquables à une échelle appropriée ;

Considérant que la présente décision ne dispense pas le projet des obligations réglementaires, en particulier de celles relatives à l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 ; étant noté que l'éva-

luation d'incidences Natura 2000 développée dans le porter à connaissance loi sur l'eau conclut à la non atteinte de l'état de conservation du site Natura 2000 de l'Adour ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de travaux d'entretien de la jetée Sud du port de Bayonne dans la commune d'Anglet (64) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet <https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/presentation-projets-examen-au-cas-par-cas-a14042.html>.

À Bordeaux le 29 décembre 2023



Pour le Préfet et par délégation
Pour le directeur et par délégation
Le chef de la Mission évaluation environnementale

Pierre QUINET

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Monsieur le ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO¹. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux-Cedex

¹ Sauf conditions dérogatoires